

La notion de contrat

Le contrat est un **accord de volonté**. C'est un acte juridique unilatéral ou collectif.

Avant l'ordonnance de 2016, on employait le terme "convention".



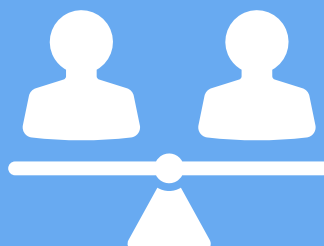
Classification par l'objet

Synallagmatique et unilatéraux (art. 1106 C. civ.)

- Unilatéral = une seule partie est obligée envers l'autre.
- Synallagmatique = les deux parties sont obligées l'une envers l'autre (elles sont à la fois débiteur et créancier).

Contrat commutatif et aléatoire (art. 1108 C. civ.)

- Commutatif = Les prestations rendues par chacune des parties sont d'égales valeur.
- Aléatoire = Tant qu'un évènement déterminé n'est pas intervenu, il est impossible de déterminer le montant de la prestation des 2 parties (ex : on ne peut pas savoir combien l'assureur doit à l'assuré avant que le sinistre survienne).



Contrat à titre gratuit et à titre onéreux (art. 1107 C. civ.)

- Onéreux = Chaque partie reçoit une contrepartie de la part de l'autre.
- Gratuit = Une seule partie fournit un avantage à l'autre (sans contrepartie).

Contrat cadre et contrat d'application (art. 1111 C. civ.)

- Contrat cadre = contrat qui fixe les principes généraux de la relation contractuelle.
- Contrat d'application = c'est le contrat spécifique qui est adopté en application du contrat général et qu'il vient préciser.

Contrat à exécution successive ou instantanée (art. 1111-1 C. civ.)

- Contrat à exécution instantanée = la prestation ne se répète pas, elle est exécutée en une fois (ex: vente)
- Contrat à exécution successive = la ou les prestations sont répétées sur une période donnée.

Contrat de gré à gré ou d'adhésion (art. 1110 C. civ.)

- De gré à gré = le contrat a pu être négocié par les 2 parties
- D'adhésion = les termes du contrat sont imposés par une partie à l'autre.



Contrat nommé et innomé

Un contrat nommé = un contrat dont le champ d'application est fixé par la loi.
Un contrat innomé = un type de contrat inventé par la pratique.



Contrat consensuel et solennel (art. 1172 C. civ.)

- Contrat consensuel = le formalisme n'est pas une condition de validité : le contrat est formé par le simple échange des volontés.
- Contrat solennel = le simple échange des consentements ne suffit pas : le contrat n'est formé que si un certain formalisme est respecté.

Classification selon la qualité des contractants

Contrat *intuitu personae*

Un contrat *intuitu personae* est conclu par rapport à la personnalité du cocontractant. Par exemple, un contrat de travail.





Contrat de consommation

Un contrat de consommation lie un commerçant à un consommateur. Cela permet au consommateur d'être protégé par une législation particulière, plus protectrice des non professionnels.

Contrat commercial

Un contrat commercial est un contrat signé entre deux commerçants. Dans ce cas-là, le droit commercial s'appliquera.



Le droit des contrats est régi par différents principes fondateurs :

- La liberté contractuelle : article 1102 du Code civil
- La force obligatoire du contrat : article 1103 du Code civil
- La bonne foi : article 1104 du Code civil
- L'autonomie de la volonté : on se trouve engagé que si l'on a voulu cet engagement et dans les conditions que l'on a souhaitées.

